



LUTTES  
SOLIDARITES  
TRAVAIL



P705187



PB-PP B-01297  
BELGIE(N)-BELGIQUE

BUREAU  
DE  
DEPÔT :  
5000  
NAMUR

ED- RESP. : ANDREE DEFAUX, RUE PEPIN, 64, 5000 NAMUR. PRIX : 2€. MENSUEL. N° 402 Mai 2023



**TRAVAIL-  
EMPLOI  
INEGALITES**

## Sommaire

- P.2** *ANDENNE – ECHO DES CAVES*  
Tenter de survivre, se décarcasser
- P.3** *NAMUR – MA RENCONTRE  
AVEC LST*  
On est écouté et respecté
- P.4** *NAMUR – ECHO DE  
L'ASSEMBLEE DES MILITANTS*  
Un moment important
- P.5** *FEDERATION- SPECULATIONS*  
Gentrification à Namur
- P.6** *FEDERATION – NOS DROITS :  
INFORMER DE TOUT  
ELEMENT NOUVEAU*
- P.7** *HAINAUT - HORS CADRE*  
Vite, vite sauvons-nous
- P.8** *FEDERATION - CA SE PASSE.  
PETITES NOUVELLES -*  
Ici et là ça bouge !

## Editorial

Au moment d'écrire ces lignes, le Président français vient de promulguer la loi sur la réforme des retraites, dont le côté le plus contesté par les manifestations d'opposition est l'allongement de la carrière de 2 ans.

Il y a quelques semaines, lors d'une de nos réunions « Caves » à Rochefort, un jeune militant annonçait qu'il venait de décrocher un emploi depuis quelques mois et partageait l'espoir que cela suscitait pour l'avenir de sa famille.

Tout le monde dans le groupe s'est réjoui de cette nouvelle. Un débat en découle. Chacune et chacun échange ses expériences d'emploi. Elles sont bien minces. Peu d'entre nous ont pu travailler sous contrat... Par contre, tous ceux et celles présent.es identifiaient travailler sans cesse : petits boulots, parfois qualifiés, souvent mal payés et souvent « en noir », ou simplement être présents pour élever ses enfants avec nos petits moyens, ou encore tous nos investissements dans notre travail militant, qui apporte autant de plus-value financière, culturelle, sociale ou humaine à la société. Tout cela sans contrat, donc avec moins de protection sociale. On nous pousse à l'emploi, mais on ne reconnaît pas notre travail. Au point où on nous qualifie d'incapables, d'assistés... Et nous finissons par le croire !

C'est le même débat, les mêmes réflexions qui ont conduit, il y a 40 ans à créer la coopérative de LST.

Depuis quelques temps nous réfléchissons beaucoup sur les inégalités. Un travail non reconnu, c'est moins de protection sociale, et moins de reconnaissance comme citoyen. Voilà encore une inégalité criante.

L'actualité française nous montre -si besoin- qu'il faut continuer à lutter, ensemble, pour que cela change.

Jacques Fourneau

Que celui ou celle qui sait lire,  
lise et partage ce journal avec celui ou celle  
qui n'a pas pu apprendre à lire.

Andenne

## TENTER DE SURVIVRE, SE DÉCARCASSER

*LORS DE PLUSIEURS CAVES, NOUS AVONS PARTAGE NOS REFLEXIONS ET REALITES QUANT A LA HAUSSE DES PRIX, LE COUT DE LA VIE, LE PRIX DE L'ENERGIE, LA CRISE, COMMENT FAISONS NOUS FACE A TOUTES NOS FACTURES ?*

### FAIRE FACE

Depuis plusieurs mois, on constate des augmentations au niveau des prix. On est dans une période où tout augmente et tout devient cher. Tous les produits de première nécessité deviennent onéreux et ça devient un luxe d'acheter quoi que ce soit. On se retrouve à devoir faire des choix impossibles ! Déjà avant, on choisissait entre manger et se soigner.

A présent, c'est de pire en pire. Cela ne fait qu'accentuer la misère dans laquelle on vit depuis des années, voire des générations. On entend parler des crises actuelles et d'une population qui a de plus en plus difficile, mais la misère ça ne date pas de maintenant ! Le fossé entre les pauvres et les riches continue de se creuser de plus en plus.

Nos revenus ne nous permettent pas de vivre correctement et les factures arrivent encore et encore. On n'arrive plus à y faire face. Il faut sans cesse chercher de l'aide partout, faire des démarches, rendre des papiers, se justifier pour avoir une aide. Et puis on attend que la procédure suive son cours et on suit l'avancement sinon cela peut vite nous échapper. C'est particulièrement compliqué de garder la maîtrise par moment. Il faut se décarcasser pour faire appliquer les droits.

Pourtant, nos gouvernements ont la responsabilité de permettre l'accès aux droits fondamentaux.

### DEMANDER DE L'AIDE

On va au CPAS parce qu'on a un coup dur mais finalement, il dure le coup dur.



Photo d'une cave à Andenne en 2019

On pense que cela va durer 2-3 mois mais ce n'est pas évident de sortir de cet engrenage.

***Est-ce que ces aides, on les vit comme étant libératrices ou au contraire elles nous enferment ?***

Mais on a besoin de ces aides car si on ne les a pas, les fins de mois seraient encore plus dures. C'est une nécessité. On se limite à certaines choses.

Par exemple, l'accès à la culture comme aller au cinéma, au théâtre, ce n'est plus possible. Tout cela est trop cher et passe au second plan. On doit se limiter dans tout. On doit tout le temps se priver de choses. Mais on résiste, on survit.

### SE LOGER

Plusieurs sont à la recherche d'un logement mais c'est difficile. Les prix ne font qu'augmenter.

**Comment allons-nous pouvoir continuer de nous loger ?**

M. disait : « *On a des logements avec de simples vitrages, etc.* ».

La qualité de notre logement dépend de nos moyens financiers. Nous aimerions avoir de meilleurs logements, mais avec nos petits revenus, ce n'est pas facile.

Quand on a des mauvais logements, on subit les conditions et on ne peut pas l'améliorer.

### SE RASSEMBLER

Nous nous sommes questionnés sur comment continuer de se mobiliser. Pour nous, se rassembler reste un défi permanent et se mettre à plusieurs permet de faire bouger les choses. Nous pensons que nous avons chacun la responsabilité de se mobiliser et de mobiliser autour de nous.

C'est en se mobilisant que nous serons plus fort !

Les militants de la cave

## ON A BESOIN DE NOUS

*CE QUI ME MARQUERA TOUJOURS C'EST QU'ON PEUT DONNER SON AVIS...  
ON EST ECOUTE ET RESPECTE*

J'ai connu LST grâce à ma famille et avec mon frère et mes sœurs nous avons été balancés dedans assez vite. Ma maman fréquentait LST en tant que militante. Nous avons participé à différentes activités de LST (les caves adultes et jeunes, du théâtre action, nous avons participé à des manifestations etc.)

Quand je me suis marié, nous avons continué pendant un temps à participer à LST. Ce qui me marquera toujours à LST, c'est qu'on peut donner son avis, trouver des solutions pour les problèmes de chacun, si on ne sait pas, on peut poser des questions, on est écoutés et respectés. Le journal nous l'apprécions beaucoup et j'ai déjà travaillé à sa mise en page. Quand un sujet nous tient à cœur nous prenons plaisir à le lire et à découvrir les récits de vie des militants.

### LE MOT « LUTTE »

Le nom LST possède une signification importante dont le mot lutte. On l'exprime bien quand on voit les revenus par rapport aux loyers. Ça devient une nécessité de devoir lutter contre l'illogisme des décisions que prend le gouvernement. Il faut fixer des priorités : la Place de la Station pouvait encore attendre un peu. Cependant, il serait temps par exemple de recréer des logements publics dans la région namuroise. Que les politiques revoient leurs priorités ! On utilise surtout l'argent pour revaloriser l'image physique du pays, des régions, des communes. Des travaux par-ci, par-là... Mais où va-t-on chercher l'argent ? Chez les petits aussi, et c'est nous qui subissons les conséquences !

### LE MOT « SOLIDARITÉ »

Le mot solidarité est aussi important. Il faut être solide pour sortir la tête du trou !

La solidarité c'est quelque chose de beau mais trop rare aujourd'hui. On devient égoцентриque, on ne se dit plus que c'est peut-être pire ailleurs. On pense surtout à soi parce que la vie nous renvoie à nos problèmes. Pourtant, il y a encore tant de choses à faire pour que chacun puisse vivre mieux. Même héberger quelqu'un, c'est difficile aujourd'hui.

Tout ça nous empêche d'être solidaires. Mais il faut continuer le combat et les militants ont leur rôle à jouer. On a besoin de nous pour « remuer la merde », autant ceux agissant directement sur le terrain que les autres, chacun a son importance.

### LE MOT « TRAVAIL »

Il faut faire bouger les choses. On dit que c'est facile d'aller au CPAS, mais il faut du courage et il faut surtout ravalier sa fierté.

Maintenant que j'ai un contrat de travail, on me fiche la paix et j'ai un objectif pour me lever le matin. Je le fais pour l'amour des autres. Mais, même un contrat de travail ne permet pas de sortir de la misère.

Et si financièrement, ça ne change pas grand-chose, je peux dire que j'ai un contrat et je ne dois plus dévoiler nos vies, montrer les extraits de comptes, nous justifier !

### DES RICHES ET DES PAUVRES

De nos jours, le fossé se creuse de plus en plus entre les riches et les pauvres. La classe moyenne est en train de disparaître si elle n'a déjà pas disparu. Il y a des écarts de plus en

plus grands entre les plus pauvres et les autres. Il y a 5 à 6 ans qu'on se rend compte de ça, deux ans de crise Covid, guerre sur le sol européen... Les gros en ont profité pour se sucrer sur notre dos et nous, on fait attention au moindre centime.

Il y a un retour en arrière. On a l'impression que les combats menés par nos parents et nos grands-parents sont oubliés, certaines personnes ont décidé de s'asseoir dessus tout simplement. Si on continue, les gens vont se tuer sans pouvoir profiter de rien. Le monde change et dans 20, 30 ans ? ... ça fait peur ! On pense à tous ces enfants, ces familles. Dans quel monde serons-nous ? On aimerait que ça reste stable. On aimerait aussi que la classe politique mette des sous dans les caisses là où l'argent doit être investi pour une sécurité d'existence pour tous. Pour les citoyens qui en ont besoin pour vivre.

### ET TOUJOURS AVANCER

Nous avons envie de dire aux lecteurs de regarder autour d'eux, d'écouter et de réfléchir... Tout est devant nos yeux. Nous ne pouvons rien lâcher. Il nous faut « remuer la merde » pour que ça arrive jusqu'à ceux qui décident ceux qu'on a élus et que les choses changent pour tous.

Stéphanie et Thierry



## ÉCHO DE L'ASSEMBLÉE DES MILITANTS

CE SAMEDI 1<sup>ER</sup> AVRIL, NOUS ETIONS RASSEMBLES A ANDENNE  
POUR LA PREMIERE ASSEMBLEE DES MILITANTS DE 2023



### UN MOMENT IMPORTANT DE RETOUR À NOS FONDAMENTAUX ...

Ce premier jour d'avril, nous nous sommes retrouvés dans les locaux de LST Andenne pour une assemblée des militants, qui avait une saveur particulière puisque nous nous retrouvions « entre militants de LST » alors que les dernières AM « élargies » réunissaient aussi d'autres associations dans le but de construire le cahier de revendications<sup>1</sup>.

Le temps de prendre les nouvelles des uns et des autres, d'exprimer nos combats, nos victoires, nos chemins, de penser à ceux qui n'ont pas su être des nôtres... Nous entrons dans le vif du sujet, un gros sujet puisque nous avons décidé d'aborder le thème des inégalités, dans le prolongement du travail mené en Cave. Peu importe leur ampleur, les inégalités sont toujours sources d'injustice, de rapport de force, de mise en concurrence, ... et amènent la question du « POURQUOI », comme l'exprimait Michel.

### INÉGALITÉ ? UN EXEMPLE CONCRET POUR COMPRENDRE ...

Pour comprendre mieux la problématique, nous visionnons un extrait d'un spectacle construit par Olivier Vermeulen, qui illustre l'immensité des inégalités au départ de gobelets et de bouteilles d'eau. Les gobelets représentent les

humains et les bouteilles représentent les richesses produites chaque jour<sup>2</sup>.

Cette démonstration met en lumière le fait que **les 62 personnes les plus riches du monde possèdent autant que les 3,6 milliards de personnes les plus pauvres**. Inégalités ! Abus même !

Comme Sabine l'exprimait, « ce n'est pas juste que pour la majorité de la population, il y ait plus de gobelets et moins de bouteilles ». On doit se partager une demi-bouteille d'eau alors qu'on est beaucoup plus ... Ça crée de la violence. Ça pousse à réfléchir, à s'indigner même !

Pourquoi une poignée de personnes s'accaparent les richesses ? Pourquoi les plus vulnérables doivent se partager des cacahuètes ? Pourquoi ... Pourquoi ... Pourquoi ?



### ET NOUS DANS TOUT ÇA ?

On réfléchit sur les inégalités : **qu'est-ce que ça dit le mot inégalité** ? Chacun à son tour, on exprime à quoi nous fait penser ce mot. Les situations vécues au quotidien délient nos langues, les mots viennent : Inégalité oui, chaque jour ! Que ce soit à travers l'école, par le placement d'enfants, l'argent, la gêne ressentie partout ... tout le temps, le salaire, la santé, le logement ... Et pourtant, face à tout cela, « ne pas baisser les bras »,

comme le dit Marie. Pour Michèle, « on est retourné 100 ans en arrière et l'homme n'a rien compris ».



**Comment on les vit au quotidien, ces inégalités ?** Que ce soit par le fait de demander trop de papiers, par l'impression de mensonge dans chaque endroit où l'on se présente, par le harcèlement vécu à l'école par des enfants, par l'exploitation de certains, par les discriminations, par le manque d'écoute (on écouterait plus facilement certaines personnes que d'autres – la notion d'étiquette), on vit des inégalités au quotidien, plus ou moins grandes mais qui amènent souvent cette question : pourquoi moi je n'ai rien et que la personne à côté de moi a quelque chose ? On nous met en permanence dans des situations de concurrence.

Est-ce que je dois écraser l'autre pour survivre ? Malgré ces constats parfois amers, souvent injustes, on souligne l'importance de se réunir, l'importance de la solidarité. Ensemble, on ne baisse pas les bras, on met des mots sur des maux, des injustices et on avance ! Pour plus d'égalité, de justice, de solidarité. Continuons à résister et à dénoncer l'inacceptable ! La réflexion continue ...

Pauline

1 : <http://www.mouvement-lst.org/documents/2022/2022-10-17-LST-Fede-JMRM-CahierRevendicationsDeshumanisation-Temoignage-parlement.pdf>

2 : <https://www.youtube.com/watch?v=Da6Do80bO8Y>

## RÉNOVATIONS, SPÉCULATIONS, EXPULSIONS, GENTRIFICATION ...

LES QUARTIERS LES PLUS POPULAIRES DE NAMUR FONT L'OBJET DE SPÉCULATIONS IMMOBILIÈRES



Nous savons que, généralement, la rénovation des quartiers délabrés ne se fait pas, prioritairement, dans l'intérêt des populations les plus pauvres qui les habitent. D'autres intérêts sont en jeu.

Ici et ailleurs, des quartiers entiers sont rénovés, et les populations pauvres qui y avaient trouvé un habitat en sont expulsées, pour laisser la place à d'autres populations généralement plus nanties. On appelle cela : la "gentrification".

Ces dernières années, Namur est le terrain de vastes projets immobiliers qui engloutissent des sommes colossales d'argent privé et public. Les aménagements du Grognon, les annexes du Parlement wallon, avec ses passages souterrains pour les parlementaires, la gare avec ses "annexes" et son pont suspendu, ... le temps des pharaons est revenu. A cela s'ajoute un autre gros chantier sur le site des anciennes casernes démolies.

On y construit un nouveau palais de justice, des commerces et

des logements de standing, des bureaux.

Entre toutes ces constructions qui débordent d'opulence, le quartier St Nicolas, ainsi que les quartiers qui entourent le site des anciennes casernes Léopold font mauvaise mine. Quartiers historiquement populaires, refuges des populations les plus pauvres, terreau de nombreuses actions sociales et berceau de luttes ouvrières.

Depuis quelques années déjà, ces quartiers sont l'objet de spéculations immobilières. La rue St Nicolas et les quartiers qui y sont attachés en témoignent.

On y voit de nombreux bâtiments inoccupés, et en attente de rénovation. Ils s'inscrivent dans les spéculations immobilières liées à de telles opérations de réhabilitation.

Des enquêtes et des informations sont lancées pour tenter de mettre les citoyens dans le coup. Un tissu associatif et une mobilisation citoyenne existent dans le quartier. On s'informe des projets

qui se préparent en vue de réagir. On peut se rappeler que dans le cadre des rénovations de la rue des Brasseurs, les actions militantes et citoyennes autant que les outils publics, tels qu'une société de logements sociaux déjà présente dans le quartier, ou la Régie foncière, ont permis de limiter la gentrification du quartier.

Il semble que les mentalités actuelles autant que l'état des finances publiques penchent plutôt vers la vente de certains immeubles publics au privé. Si nous voulons éviter une "gentrification" sans retenue de ces quartiers, qui vont être convoités, par et pour d'autres populations, les pouvoirs publics doivent rester des opérateurs dans la création et le développement d'un habitat social dans ces quartiers.

Nous en reparlerons concernant divers quartiers de Namur mais aussi pour d'autres endroits de notre région.

A suivre.

Luc L



## **INFORMER DE TOUT ÉLÉMENT NOUVEAU...**

*LA LOI FAIT OBLIGATION AUX PERSONNES BÉNÉFICIAIRES D'ALLOCATIONS SOCIALES D'INFORMER L'ORGANISME QUI LES PAIE (CPAS, ONEM, SPF PERSONNES HANDICAPÉES, MUTUELLE, ETC), DE TOUT ÉLÉMENT NOUVEAU SUSCEPTIBLE D'AVOIR UNE INCIDENCE SUR LES DROITS AUX ALLOCATIONS VERSEES.*

Les allocations sociales sont calculées en fonction, notamment, de la composition du ménage, de l'âge et des revenus des membres du ménage. Dès lors, toute modification de ces données est susceptible d'entraîner une modification du montant versé, voire d'ouvrir ou de supprimer le droit à certaines allocations sociales.

### **L'OBLIGATION DES ORGANISMES DE S'INFORMER**

Les organismes de sécurité sociale ont une obligation de s'informer d'initiative pour tenir compte d'éventuels éléments nouveaux. Elles ont accès au Registre national et peuvent, par exemple, identifier un changement de domicile ou l'anniversaire de majorité d'un enfant.

Elles ont également, dans certaines conditions, accès à la Banque carrefour de la sécurité sociale, et peuvent voir si une personne du ménage bénéficie d'autres revenus ou d'allocations sociales. Elles peuvent également interroger le SPF Finances pour avoir accès aux données fiscales inscrites sur les avertissements extrait de rôle.

Elles doivent enfin interroger le bénéficiaire lui-même pour obtenir toute information ou renseignement qu'elles jugent utiles à l'examen de ses droits.

### **L'OBLIGATION DES BÉNÉFICIAIRES DE COLLABORER**

De son côté, le bénéficiaire doit collaborer à l'examen de ses

droits, et donner d'initiative ou sur demande, toute information utile pour permettre à l'organisme de vérifier et calculer ses droits.

Tout changement doit donc être communiqué : un déménagement, une mise en ménage, un mariage, la naissance d'un enfant, un changement de revenus, etc.

### **LES EXCEPTIONS**

La loi et les tribunaux considèrent que le bénéficiaire ne doit pas communiquer d'initiative des changements que l'organisme peut identifier tout seul ou dont il peut avoir connaissance par simple consultation du Registre national (RN).

Par exemple, l'âge d'un enfant peut avoir des conséquences sur le montant des allocations sociale de ses parents. L'âge de l'enfant (ou plus exactement sa date de naissance) est une donnée aisément consultable via le RN. La personne ne doit pas spontanément informer l'organisme que son enfant qui vit avec lui devient majeur : l'organisme est censé le voir tout seul et en tenir compte.

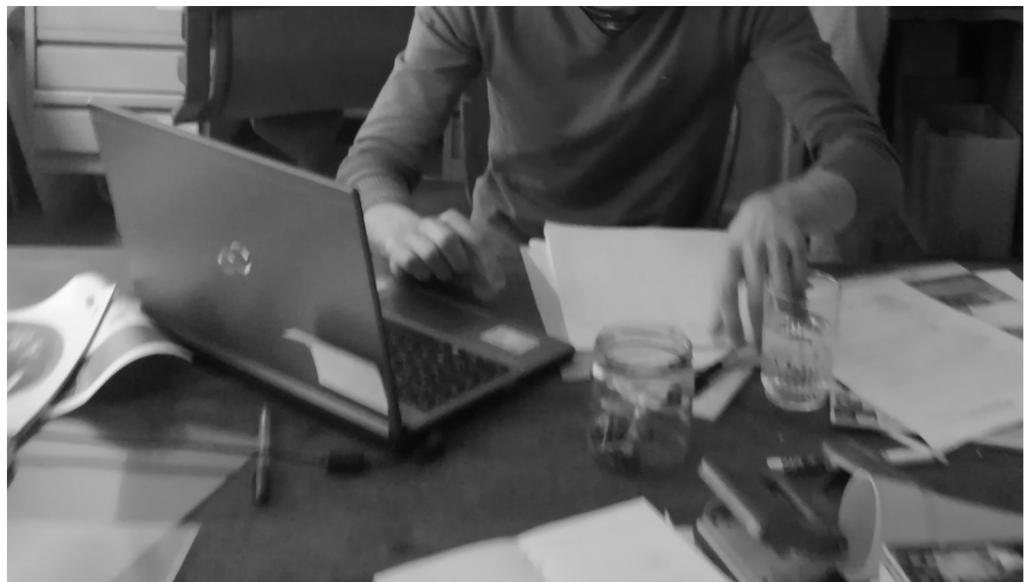
D'autres informations ne peuvent pas être connues par l'organisme si le bénéficiaire ne les lui communique pas spontanément : une mise en ménage ou une séparation par exemple.

Il n'est pas toujours facile de savoir si un élément nouveau va durer, et que la modification vaut la peine d'être renseignée. La mise en ménage va-t-elle durer ? la séparation va-t-elle durer ? un hébergement d'un ami va-t-il durer ? etc.

Il est sans doute prudent d'en informer quand même l'organisme, tout en expliquant que la modification est peut-être provisoire. Mais cela peut enclencher des décisions de révision par lesquelles l'organisme recalcule les allocations, parfois avec effet rétroactif. Il n'est donc pas facile de savoir à partir de quand un élément nouveau dure suffisamment longtemps pour justifier d'être renseigné.

À suivre

Philippe Versailles



Hors cadre  
Hainaut

## MOBILISATION DANS LE HAINAUT

*ÇA PASSE PAR UN ATELIER AFFICHE, SUR LE BIEN COMMUN.  
MAIS PAS SEULEMENT ...*

Avec le retour de jours plus ou moins ensoleillés, nous avons décidé d'organiser un atelier affiche avec les militants du Hainaut. L'objectif est de s'exprimer sur le bien commun, en utilisant directement celui-ci, c'est-à-dire en reprenant possession de l'espace public, la rue, les parcs, les jardins, ... Toutes ces choses qui appartiennent pourtant à tous, et qui parfois nous semble inaccessibles, par peur, par sentiment d'insécurité, aussi par dégoût, tristesse de ce qu'est devenu le quartier, ou simplement pour porter un autre regard sur ce qui nous entoure tous les jours mais que l'on finit par ne plus vraiment voir.

Cela nous permet évidemment de parler aussi de nos préoccupations et combats avec les militants de la région, et de nous remobiliser ensemble.

A vous de jouer ! Mettez vos mots, de militance, de revendication, de combats sur ces images.

Qui sait peut-être en fera-t-on une affiche.



## Ça se passe

### REACTIONS DE NOS CHERS LECTEURS ET LECTRICES LORS DE LA SORTIE DU JOURNAL LA MAIN DANS LA MAIN N° 400.

« Chère Andrée et toute l'équipe du journal "la main dans la main",

Je profite de cette invitation de la cave pour féliciter l'équipe du journal "La main dans la main" pour son quatre centième numéro. C'est exceptionnel. Un clin d'œil tout particulier à Andrée qui œuvre à la réalisation de ce journal depuis sa première parution. C'est aussi exceptionnel.

Bien à vous  
Jojo »

« Chers tous,  
Quel beau défi lancé il y a 40 ans et qui est toujours porté par des militantes et militants avec fidélité, foi et obstination et une grande économie de moyens. Puisse ce défi perdurer.  
Jean-Marie LEFEBVRE »

« Le contenu est encore une fois intéressant, touchant et très instructif 😊

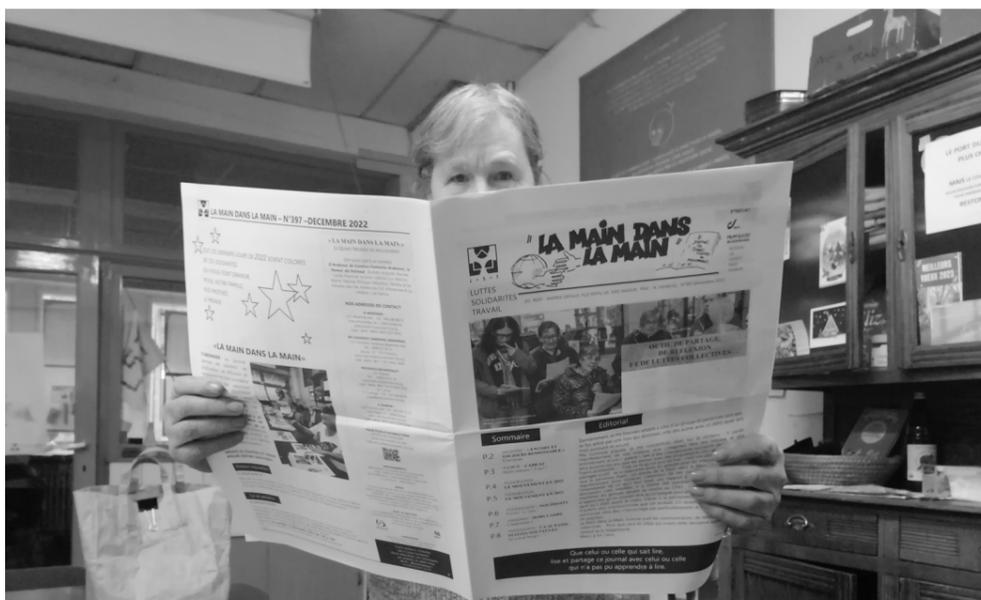
Merci pour le travail.

Emile qui a pris en charge la correction d'une partie de notre numéro 400 »

« Malgré mes absences physiques, je reste accrochée à mon petit journal du mois, j'ai des difficultés à rester dans un groupe quel qu'il soit ! Et je le regrette souvent, j'ai traversé la route de personnes du haut en bas de la Vie sociale !!... Ça m'a fait savoir qu' il n'y a pas d'échelle dans le cœur ❤️

Bisous

Sonia ❤️ »



## Petites nouvelles

Le 5 avril 2023, Jean-Pol surnommé Casimir est décédé. Jean-Pol a participé aux ateliers et rencontres de LST, ainsi qu'aux activités du Cinex et du quartier de la rue Saint-Nicolas. Merci pour ta présence dans ces moments de partage.

## « LA MAIN DANS LA MAIN » LE QUART MONDE EN MOUVEMENT

Ont participé à ce numéro  
**D'Andenne, de Condroz-Famenne-Ardennes, de Namur, du Hainaut** : Andrée, Cécile, Delphine, Florent, Francine, Jacques, Jean-Pierre, Laetitia, Luc, Marcelle, Marion, Martin, Myriam, Patricia, Pauline, Philippe, Sandra, Stéphanie et Thierry

### NOS ADRESSES DE CONTACT

#### A ANDENNE :

L.S.T Andenne asbl - Tél. : 085/ 84 48 22  
Rue d'Horseilles, 26 – 5300 Andenne  
andenne@mouvement-lst.org  
Cpte : IBAN : BE96 3500 2327 8305

#### EN CONDRUZ-FAMENNE-ARDENNES :

L.S.T Condroz-Famenne-Ardennes asbl  
Tél. : 0486/33 36 17  
Doyon, 13 – 5370 Flostoy  
ciney-marche@mouvement-lst.org  
Cpte : IBAN : BE71 7925 8843 2869

#### PROVINCE DU HAINAUT :

LST Hainaut  
Tél : - 0486/33 43 59  
hainaut@mouvement-lst.org  
Cpte : IBAN : BE67 0013 3858 9387  
Sur Tubize  
C. Goethals - Tél. : 067/64 89 65  
tubize@mouvement-lst.org

#### A NAMUR :

L.S.T Namur asbl- Tél. : 081/22 15 12  
Rue Pépin, 27 – 5000 Namur  
namur@mouvement-lst.org  
Cpte : IBAN : BE12 0011 2378 3392

### POUR PLUS D'INFORMATIONS

RETROUVEZ-NOUS SUR :  
[WWW.MOUVEMENT-LST.ORG](http://WWW.MOUVEMENT-LST.ORG)  
federation@mouvement-lst.org



### ABONNEMENTS

Abonnement de soutien fixé à 20 euros/an  
Cpte : IBAN BE 670013 3858 9387  
De la Fédération Luttes Solidarités Travail asbl  
27 rue Pépin – 5000 Namur

### DONS

Tous les dons de plus 40 euros sont déductibles des impôts. Montant à verser sur le compte IBAN BE 23 2500 08303891. BIC : GEBABEBB. De Caritas Secours Francophone (Délégation de Namur- Luxembourg), avec comme mention : Projet n° 05/65 (LST) ou projet n° 178 communication 732501 (LST Andenne).



**AVEC LE SOUTIEN**  
De la Fédération Wallonie Bruxelles (Ministère de la Culture et des Affaires Sociales) et de la Région wallonne (Direction générale de l'économie et de l'emploi).



### IMPRIMERIE

Notre journal est imprimé par Nuance 4  
Rue des Gerboises 5, 5100 Namur

Chers lecteurs, n'hésitez pas à nous contacter.

Nous attendons vos remarques, vos articles, un petit coup de fil... Bonne lecture !

[LMDL@MOUVEMENT-LST.ORG](mailto:LMDL@MOUVEMENT-LST.ORG)